

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 16 OCTOBRE 1979 - N° 973

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636 73.76.

2,00 F.

## Marée noire mexicaine : le puits partiellement bouché

La société nationale des pétroles mexicains, la PEMEX, affirme que la fuite du puits pétrolier off shore «Ixtoc One» a été presque entièrement colmatée. Ce qui n'empêche pas le pétrole toujours répandu, la plus vaste marée noire jamais enregistrée, de continuer à détruire la faune et la flore marine. Et plus de 200 km de côtes mexicaines ont été atteintes par le fléau.

LIRE EN PAGES 6 ET 7

## Le gouvernement israélien autorise l'extension des colonies de peuplement

Le gouvernement israélien a autorisé, dimanche, les colons du groupe Goush Emounim à étendre les sept colonies dont il dispose en Cisjordanie occupée. Chacune de ces colonies disposera de 50 à 80 ha supplémentaires.

Des divergences avaient opposé les ministres favorables à la réquisition de terres appartenant à des propriétaires privés arabes à d'autres jugeant ces expropriations inopportunes. Le gouvernement sioniste a en fin de compte décidé de ne pas procéder à la réquisition de terres appartenant à des particuliers, mais il attribuera aux colons des terres domaniales qui, de toute façon, appartiennent légitimement au peuple palestinien.

Cette mesure intervient après l'interdiction qui avait été faite à des particuliers d'acheter des terres dans les territoires arabes occupés. Cette politique en dit long sur la volonté des dirigeants sionistes de garder sous leur contrôle la Cisjordanie et la bande de Gaza.

## ALSTHOM LA LUTTE SE RENFORCE

- Belfort : 10 000 manifestants et journée ville-morte
- Saint-Ouen : occupation plus forte



Meeting à Saint-Ouen

LIRE EN PAGE 3

## Le Président Hua Guofeng en France

## UN VOYAGE DE GRANDE IMPORTANCE

Le président Hua Guofeng, est arrivé lundi en fin de matinée à Orly, où il a été accueilli par Giscard. Il a eu un premier entretien avec lui, et devait assister lundi soir à un dîner, au cours duquel devaient être prononcées des allocutions. C'est la première fois depuis la fondation de la République populaire de Chine que le chef de l'Etat chinois se rend en Europe Occidentale. La portée historique de la révolution chinoise, la grande contribution qu'apporte la Chine à la défense de la paix dans le monde, et à la lutte contre les dangers de guerre, donnent à cette visite une grande signification.

LIRE EN PAGES 4 ET 5

## Sahara

## INGERENCES FRANÇAISES ET MENACES AMERICAINES

L'impérialisme américain semble décidé à intervenir militairement dans le conflit du Sahara occidental. Le gouvernement américain a lancé un avertissement à l'Algérie, par la voie diplomatique : les Etats-Unis ne permettront pas que la guerre du Sahara dépasse une «limite tolérable de tension». Cette limite serait atteinte si l'ampleur des combats était de nature à déstabiliser le régime marocain.

Au moment où le Front Polisario lance des attaques de grande ampleur contre les forces marocaines, avec la bataille de Smara, les Etats-Unis semblent prêts à s'engager directement dans le conflit. Déjà, les commissions des Affaires étrangères du Sénat, et de la Chambre des représentants, avaient été saisies d'une discussion sur la poursuite de la politique américaine au Sahara. Le conseiller de Carter, Brzezinski, était intervenu dans le débat pour soutenir le principe d'une aide militaire au régime chérifien, par l'envoi de matériel, mais aussi par l'entraînement des troupes marocaines à la lutte anti-guérilla. Il s'agit là d'une nouvelle orientation de la politique américaine dans la région, les USA n'étant jusqu'à présent pas intervenus militairement dans la région.

On apprend au même moment, de la bouche d'un député marocain qui vient de se rallier au Front Polisario, que des officiers français étaient présents aux côtés des troupes marocaines une semaine avant la bataille de Smara. Une révélation qui en dit long sur la prétendue neutralité du gouvernement français dans le conflit.

Alors que les ingérences étrangères se confirment ou se préparent, sur le terrain, le Front Polisario continue de marquer des points.

## ● Les syndicats manifestent contre Giscard à Poitiers

Alors que Giscard rendait visite aux agents de maîtrise, cinq à six mille personnes se sont rassemblées à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FEN. Elles se sont rendues en cortège jusqu'aux arènes où discourait le président. Arrivés là, les manifestants ne rencontrèrent que les CRS dont Giscard ne peut se passer. Des discours syndicaux ponctuèrent la marche des Poitevins protestant contre la politique giscardienne.

Correspondant

## ● Le MRG prépare un manifeste

Le comité directeur du MRG s'est réuni ce samedi à Paris pour travailler à la préparation d'un manifeste. Ce document pourrait servir de référence à un candidat aux présidentielles. Il s'agit à la fois d'un avertissement au PS qui n'a laissé au MRG que deux places sur sa liste aux européennes, et d'une démarche visant à maintenir la cohésion des radicaux de gauche. Bon nombre d'entre eux souhaitent en effet une indépendance totale vis-à-vis du PS, le dirigeant du MRG, qui juge impossible une candidature radicale de gauche si Rocard est le candidat du PS, est donc pour l'instant contraint à une certaine prudence dans son soutien.

## ● Les radicaux rêvent de constituer une «nouvelle gauche» au service de Giscard

C'est dans un palace du premier arrondissement de Paris — murs tapissés de velours cramoisi, lambris dorés et scènes mythologiques au plafond — que s'est tenu le 79<sup>e</sup> congrès du parti radical. Comme prévu, le tandem Bariani-Prouteau dirigera la petite formation valoisienne. Servan-Schreiber, le dissident radical qui a échoué lamentablement aux européennes en voulant faire cavalier seul, n'a pas demandé le renouvellement de son mandat. Bariani, ancien chargé de mission auprès du CNPF, député du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, vice-président de l'UDF, et Prouteau, ancien dirigeant des loges maçonniques, secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Industries, ont réussi à s'entendre pour former la nouvelle équipe dirigeante du parti radical. Bariani, qui a tissé de profondes relations avec nombre de radicaux, a été élu président. Pour l'occasion, le congrès a créé un poste de «premier vice-président» qui revient donc à Prouteau.

Ce dernier a affirmé sa volonté de faire du parti radical «la nouvelle gauche républicaine». Voilà qui situe bien le rôle de ce groupe de notables ; jouer l'aile gauche réformatrice de l'UDF. Le ravalement de la maison valoisienne n'a d'importance que si on le replace dans le cadre des manœuvres giscardiennes en vue des présidentielles. A ce propos, signalons l'entrée au parti radical de cinq «fabriques» du MRG, notamment de Diaz, ex-mécène des radicaux de gauche.

## ● Les «eurocommunistes» s'adressent aux socialistes d'Europe

«Les partis eurocommunistes vont présenter des initiatives visant à unir les forces progressistes pour affronter la crise économique en Europe occidentale», c'est ce qu'ont annoncé ce mardi à Madrid Berlinguer et Carillo. «Ces initiatives, précise Berlinguer, s'adressent aux socialistes, aux socio-démocrates et aux autres forces de progrès... il y en aura un peu pour tous». Elles ne seront révélées toutefois qu'après consultation «d'autres partis communistes». Le dirigeant du PCI déclare s'être déjà entretenu à ce sujet avec Cunhal et, par ailleurs, avec Marchais. Cependant, aucun représentant du PCF n'a participé au dernier sommet hispano-italien.

## Les diamants de Bokassa

# UN CADEAU EMPOISONNE

L'affaire de la verroterie offerte à Giscard n'a pas encore fini de faire des vagues. Eclaboussant le Président et plusieurs membres de sa famille, elle vient mettre des bâtons dans les roues au futur candidat pour 1981.

Tout a commencé par la publication par le *Canard Enchaîné* du fac-similé d'un bon de commande adressé par Bokassa, en 1973, au Comptoir National du Diamant de son pays : «Veuillez remettre à Mme Dimitri, secrétaire à la présidence de la République, peut-on y lire, une plaquette de trente carats environ, destinée à M. Giscard d'Estaing, ministre des Finances de la République Française». Des cadeaux du même type auraient été faits à Bourges, à Galley, et à deux cousins du Président.

Aux affirmations de l'hebdomadaire satirique, l'Elysée, après un temps de silence prudent, ne répond finalement que par un communiqué ambigu, évoquant le caractère «traditionnel» des échanges de

cadeaux, dans les usages diplomatiques, et affirmant qu'ils n'ont «en aucun cas, ni le caractère, ni la valeur qui ont été mentionnés par certains organes de presse».

Que Bokassa ait ou non fait parvenir ces diamants à son «cher (très coûteux) parent» importe d'ailleurs assez peu. Les liens étroits et prolongés établis entre la France et le régime de Bokassa ont impliqué, de toute façon, des petits-cadeaux-qui-entretiennent-l'amitié. Mais l'affaire prend des proportions de politique intérieure non négligeables.

Elle a en effet été reprise non seulement par l'ensemble des grands journaux, par la presse d'opposition bien sûr, mais aussi par *Le Monde*, qui y a consacré une partie de sa «une», avec un éditorial

de Jacques Fauvet. Du coup, la radio et la télévision ont dû se faire l'écho d'une information, qui n'est pas à l'honneur de l'hôte de l'Elysée. Le parti socialiste réclame — et on lui refuse — la création d'une commission parlementaire d'enquête sur les récents événements de Centrafrique ; à l'Assemblée Nationale, il réclame la démission de Galley, à qui on ne reproche pas seulement ses goûts culinaires.

Un an et demi avant les élections présidentielles, il est à prévoir que l'opposition, en particulier le PS, va utiliser à fond le scandale créé pour discréditer celui qui semblait jusqu'à présent être le candidat le mieux placé pour 1981. C'est une tradition bien établie, peu avant des élections, de glisser quelques peaux de banane sous les pas des prétendants : on se souvient peut-être qu'en 1974, des indiscretions, probablement d'origine giscardien-

ne, avaient conduit à la publication de la feuille d'impôts de Chaban-Delmas, dont il ressortait qu'il ne payait pas un centime par l'effet de la loi sur l'avoie fiscal, qu'il avait contribué à faire voter.

L'affaire des diamants pourrait d'ailleurs avoir des suites, la longue complicité des deux régimes ayant compromis beaucoup de monde. C'est sans doute pourquoi on a pris la précaution de déménager les archives de l'ex-empereur à l'ambassade de France de Bangui : il a fallu que le ministre des Affaires étrangères, démente qu'il se soit agi d'archives. Malheureusement pour lui, ce démenti est en contradiction avec les témoignages de plusieurs journalistes, qui ont assisté au déménagement, et constaté que les caisses contenaient bien des dossiers. Ils n'ont toutefois pas été autorisés à regarder de plus près le contenu de ces dossiers. C'est bien dommage.

François NOLET

## Au Club de la presse d'Europe 1

# ROCARD N'ANNONCE PAS ENCORE SA CANDIDATURE MAIS REpond DEJA COMME UN PRESIDENT

Invité au club de la presse dimanche à «Europe 1», Rocard est resté prudent sur la question de son éventuelle candidature aux présidentielles. Cependant, il s'est étendu longuement sur les questions touchant à la politique gouvernementale, sur les problèmes économiques internationaux en cherchant à se démarquer du libéralisme. En se montrant soucieux de l'évolution de la situation internationale et de l'unité de son parti, le député des Yvelines a bien parlé en futur candidat pour 1981.

La plupart des questions concernaient le candidat éventuel à la présidence, secondairement ont été évoqués les problèmes internes du PS et ceux de l'union de la gauche. Rocard s'est retranché derrière la mise au point du comité directeur du PS à propos des attaques de Chevenement à son égard. Quant au projet socialiste, il a dit qu'il avait été amélioré, que maintenant «la bouillie est beaucoup plus digeste». La discussion devant durer encore deux mois dans tout le PS, Rocard se contente de signaler qu'il faut «actualiser le projet».

### UNE AUTRE CONCEPTION DE L'UNITE

Interrogé sur les échecs électoraux de la gauche, Rocard en attribue la responsabilité à la fois «aux crimes commis contre les libertés dans des pays qui se disent socialistes» et aux «surenchères du PCF». Pour lui il y a 2 façons de concevoir l'union : «La recherche d'un

compromis à long terme entre deux visions différentes», union ancienne manière, ou une «volonté commune, créée par l'action et qui respecte l'autonomie réciproque des partenaires». Pour l'instant, Rocard affirme en effet qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'opposer aux conservateurs.

### L'AMBITION DE ROCARD

Le député des Yvelines est cependant allé bien au-delà de ces constats, en mettant en avant ses «originalités». Rocard le décentralisateur qui entend «rendre la région responsable». Rocard opposé aux injustices sociales qui demande «une loi fiscale juste» et qui part en guerre contre les spéculateurs, Rocard défenseur des libertés. Un beau portrait de candidat à la présidence pour ce socialiste qui répète «je ne serais pas candidat contre Mitterrand», Rocard s'explique en se retranchant derrière la volonté de son parti et en précisant qu'il «est mau-

### LES CONCEPTIONS ROCARDIENNES

vais de lancer trop tôt la campagne électorale».

Prudent en ne dévoilant pas tout de suite ses ambitions, Rocard est clair quant à ses idées. Les critiques qu'il adresse à Giscard, c'est de «ne pas nous avoir préparé à l'arrivée des tempêtes», de ne pas «avoir de politique industrielle à long terme». Le principal reproche qu'il fait à Barre, c'est «d'oublier le temps». En somme le gouvernement n'a pas su nous préparer à sa politique d'austérité. Son projet, c'est «faire preuve d'une volonté convaincante» face à la crise, c'est de réunir nettement plus de 50 % des français en «modifiant les frontières électorales», en attirant les jeunes abs-

tionnistes et les écologistes. Rocard a parlé en candidat tout en assurant Mitterrand de son soutien, il a pourfendu le libéralisme économique en plaidant pour «l'autonomie de décision» des entreprises, il s'est élevé contre l'injustice sociale sans parler des atteintes au pouvoir d'achat des travailleurs. Rocard compte en effet que le temps jouera en sa faveur pour sa désignation comme candidat par le PS, et entend donner l'illusion d'un nouveau discours alliant le prestige de l'économiste qui sait s'attaquer à une crise «financière», à celui de l'ancien «autogestionnaire» préoccupé par «le trop faible poids du monde du travail dans les institutions».

D. DELORME

### IMPÔTS : DERNIER DELAI MARDI

Vous avez jusqu'à mardi minuit pour payer vos impôts sur le revenu ou vos impôts locaux. Le délai a été généreusement reporté de 24 h.

### GUERRILLA PS-PCF EN AQUITAINE

Vendredi, lors de la réunion du conseil régional d'Aquitaine, un

rapport du président socialiste Labarrère a été rejeté en raison de l'opposition du PCF au projet. On s'attendait à ce que la réunion de ce lundi, consacrée au budget, soit des plus houleuses.

### PROCES DES MILITANTS BRETONS

Le procès des militants bretons touche à sa fin. La réquisitoire devait être prononcé ce lundi.

**LUTTES OUVRIERES**

# ALSTHOM BELFORT : UN COMBAT DE LONGUE HALEINE

## Manifestation de plus de 10 000 personnes et opération ville-morte

DE NOTRE CORRESPONDANT A BELFORT

Manifestation de plus de 10 000 personnes, opération ville-morte, vente de T-shirts, manifestation à vélo : la fin de semaine a été bien remplie pour les grévistes d'Alsthom à Belfort.

La communication est toujours coupée entre la direction et les travailleurs. Le patron, Dufour, n'a

Plus de 10 000 personnes, nombre rarement atteint à l'échelon de la ville, ont manifesté vendredi soir dans les rues de Belfort, tandis que se déroulait une opération ville-morte. Tous les magasins fermaient à partir de 17 heures ainsi que les administrations, les banques, etc. Les parents devaient même se presser dans les crèches pour aller chercher leurs enfants avant 15 h. 45 et les mettre, s'ils le voulaient, à la garderie de l'Alsthom : le personnel voulait lui aussi participer à la manif. Celle-ci était silencieuse, ainsi en avaient décidé les organisations syndicales ; certains ont pu le regretter. Mais la plupart des travailleurs étaient impressionnés par le nombre de participants et le vaste élan de solidarité qui s'exprimait là.

La CGT, la CFDT et l'intersyndicale avaient réparti des prises de parole

tout au long du parcours. « Depuis lundi, la direction fait le mort mais nous savons qu'elle a largement de quoi satisfaire nos revendications. Les bénéfices d'une année sur l'autre sont très importants ». Le comité de soutien diffusait un autocollant.

Au cours de la manifestation, on apprenait le résultat du jugement en référé de 63 grévistes. Le tribunal s'est déclaré incompétent. Par contre, il a ordonné aux piquets de grève de laisser passer les employés de la CGEE (ils sont 300 dont 150 cadres) ; cette filiale de l'Alsthom a ses bureaux dans l'enceinte de l'usine. A la suite de ce jugement, les employés de la CGEE ont décidé l'occupation de leur entreprise.

**VENTES ET MANIFESTATION A VELO**

Samedi et dimanche, les

rien proposé de nouveau. Avec ses directeurs et ses ingénieurs, il attend toujours, dans son hôtel du Lion, le pourrissement du mouvement. Mais heureusement, les actions du week-end montrent que la combativité est toujours aussi grande. Le rapport de force s'est même accru en faveur des travailleurs avec la soirée de vendredi.

grévistes d'Alsthom ne sont pas restés inactifs. Soit dit en passant avec la fabrication des banderoles, les réunions, etc., les journées sont chargées : partis tôt le matin de chez eux, certains ne rentrent que tard dans la soirée. Dimanche matin, rendez-vous était donné à tous ceux qui voulaient participer à une manifestation à vélo. Au marché, on retrouvait toute l'imagination des grévistes qui vendaient du « saumon fumé sortant Dufour ». Dans l'usine, on avait retrouvé quelques temps avant, du saumon fumé au congélateur commandé par le patron, Dufour, pour ... le centenaire ! La vente permet d'alimenter la caisse de grève. Mais si vous n'aviez pas faim, vous pouviez aussi acheter un tee-shirt avec en impression un petit bonhomme qui déclare : « Le miracle alsthomien : travailler plus, gagner moins ». Ainsi, plus de

9 000 F ont pu être collectés ce matin-là sur le marché.

**ANIMATION AUX PIQUETS**

Aux piquets de grève, les discussions sont toujours très animées. L'autre jour, la « une » du Quotidien du Peuple annonçant l'extension du conflit à d'autres usines de l'Alsthom avait été vraiment bien accueillie. A toutes les portes, un cahier de suggestions permet à tous les membres des piquets de donner leur avis sur le mouvement. Beaucoup de questions sur la démocratie dans la lutte, sur la liaison entre l'intersyndicale et la base sont posées aujourd'hui. On parle aussi des actions prévues cette semaine car les idées ne manquent pas aux travailleurs de l'Alsthom pour continuer ce combat de longue haleine qu'ils ont entamé contre leur patron.

# ALSTHOM SAINT-OUEN : LES GREVISTES SURMONTENT LES DIVISIONS

Ce lundi matin, la direction espérait réunir des non-grévistes autour d'une lettre envoyée samedi à tous les salariés pour demander un vote à bulletin secret. Or, devant la porte, il y a eu beaucoup moins de non-grévistes que d'habitude. La plupart des grévistes étaient là depuis le début de la nuit. Il y a eu 70 cartes de grévistes distribuées lundi matin. La mobilisation de la nuit a été très importante.

L'intersyndicale a décidé dimanche la mise en place d'un comité de grève afin de mieux organiser la lutte à l'étape où elle en est.

Par ailleurs, un vote à l'Alsthom-Signaoux (bureaux) a donné lundi matin 157 pour la grève et 129 contre.

Enfin, la direction d'Alsthom-Saint-Ouen s'est réfugiée à la chambre patronale.

Les grévistes de Saint-Ouen ne sont pas restés inactifs ce week-end.

Dès vendredi après-midi, ils expulsent les cadres des grands bureaux, ceux-ci continuant à s'y réunir malgré l'occupation de l'usine.

Dimanche matin, les grévistes organisent des collectes sur le marché de Saint-Ouen, qui ont permis de rassembler 500 F environ.

Le même jour, porte ouverte réservée cette fois-ci aux familles des grévistes. Celle-ci a rencontré un certain succès. A midi, paëlla du chef au menu de la cantine. Repas préparé par les employés du self en grève eux-aussi. La direction de son côté mettait sans doute le week-end à profit pour préparer une agression contre le piquet de grève lundi matin. En attendant, samedi matin, elle faisait parvenir une lettre à tous les salariés de l'entreprise. Dans celle-ci, elle se permet d'exiger l'organisation d'un vote à bulletin secret, portant sur la poursuite de la grève.

Elle est bien placée pourtant pour savoir qu'à Belfort, où ceci avait été fait, une majorité nette de votants s'était prononcée pour la poursuite du mouvement... A Saint-Ouen, elle affirme qu'un tel scrutin a été organisé pour les ETAM (Employé, Technicien et Agents de Maîtrise) et que le scrutin fait ressortir une majorité de ces gens-là contre la grève.

12 000 F PAR MOIS EN 19 : LA PAIE D'UN INGENIEUR

Il est sans doute mensonger de prétendre qu'une majorité d'em-

## ● Grèves dans le secteur public et nationalisé

A l'appel de la CGT et de la CFDT, et en application de l'accord conclu entre les deux centrales, des mouvements de grève sont prévus du mardi 16 au samedi 20. Des grèves toucheront également l'EDF-GDF du 16 au 19 à l'appel de la seule CGT.

Jeudi, des manifestations sont prévues à l'appel des syndicats de différentes branches du secteur privé, notamment dans la construction, l'habillement et la chimie. Ce même jeudi, les employés de commerce protesteront à nouveau contre les projets de travail le dimanche.

## ● Manifestation pour l'emploi à Quimperle

3000 personnes ont manifesté vendredi soir à Quimperle contre les suppressions d'emploi. 400 emplois ont déjà été supprimés dans cette ville depuis le début de l'année. 270 emplois sont menacés : la coopérative agricole Coat Kaër prévoit de licencier 130 salariés dans les six mois : ceux-ci ont décidé d'occuper leur entreprise. Les conserveries Raphaler prévoient de licencier 90 personnes, cependant que la société Frandis (découpage de volailles) doit laisser une cinquantaine de personnes sur le pavé, suite à l'arrestation de son PDG pour escroquerie.

**REPRISE CHEZ BERTRAND-FAURE**

Après douze jours de grève, le travail a repris à l'entreprise Bertrand-Faure d'Etampes. Les métallos ont obtenu une augmentation de 100 F par mois. Des discussions sur les cadences devaient s'ouvrir ce lundi.

**FLICS CONTRE GREVISTES DE L'ANPE**

Les dix-sept employés de l'ANPE d'Angoulême occupaient leurs locaux pour protester contre le licenciement d'un agent temporaire. Ils ont été évacués par la police vendredi soir.

ployés est hostile à la grève. Ils s'étaient déjà exprimé par vote et démocratiquement à ce sujet. Quant aux cadres, le problème est différent. La feuille de paye de l'un d'entre eux, trouvée dans les grands bureaux, explique d'ailleurs pourquoi. En 1977, en effet, l'ingénieur du Grand Hall, gagnait déjà 12 000 F lourds. Compte-tenu des augmentations généreusement accordées par le patronat à ces gens-là, il ne fait pas de doute que ce monsieur et ses semblables gagnent aujourd'hui pas loin d'un million et demi de centimes par mois. A ce prix-là, on peut se permettre d'être contre la grève... De toute manière, si la direction s'imaginerait la grève en organisant la division avec son vote à bulletin secret, elle se met le doigt dans l'œil.

**LES TROIS USINES ENSEMBLE**

Il apparaît en effet depuis vendredi, que ce qui se développe parmi les travailleurs, c'est la volonté de surmonter les divisions, et non de les accroître. Ainsi de plus en plus, ces jours derniers on a vu des gars de la chaudronnerie participer aux Assemblées Générales de tout le site. Ce qu'on a vu aussi, c'est des gars des trois entreprises Alsthom-Saint-Ouen, participant ensemble aux collectes sur le marché. Par ailleurs, soulignons une fois encore que l'unité syndicale que l'on observe dans la grève est très appréciée des grévistes et que nombre d'entre eux, sont très vigilants à ce sujet.

Correspondant SAINT-OUEN



Tout le site est orné de slogans.

## le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Larmet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations-générales ..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Héliane Roussillon

Le Quotidien du Peuple  
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J  
 CCPN° 23.132 48 F - Paris  
 Directeur de Publication : Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

ALLEMAGNE DE L'EST

## Libération de Rudolf Bahro

Rudolf Bahro, en prison depuis plus de deux ans, vient d'être libéré dans le cadre d'une amnistie qui devrait concerner quelque 5 000 détenus sur les 30 000 que compterait actuellement l'Allemagne de l'Est.

Rappelons que Bahro avait été emprisonné en août 1977, juste après la publication à l'Ouest de son livre «*L'alternative*» (publié en français aux éditions Stock). Ce livre est une analyse minutieuse du régime est-allemand — le «socialisme réel» — à partir d'un point de vue marxiste. Bahro y dénonce ce faux «socialisme» et appelle à la constitution d'une «Ligue des Communistes Démocratiques». En juin 1978, Bahro a été condamné, au terme d'un procès à huis clos, pour «espionnage» — à huit ans de prison (les autorités considéraient sans doute que c'est un secret strictement confidentiel, que de dire que leur régime est une caricature de socialisme...).

Cependant, le livre de Rudolf Bahro a trouvé une puissante résonance dans les milieux progressistes

d'Allemagne de l'Ouest, et d'Allemagne de l'Est, où il circule sous le manteau. Plusieurs rassemblements se sont tenus en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest pour étudier les thèses de Bahro et exiger sa libération. Celle-ci, intervenue jeudi 11 octobre, est donc un succès face à la répression de l'Etat est-allemand.

Toutefois, le procureur général a aussitôt signifié à Rudolf Bahro qu'il devait s'abstenir de tout contact avec des personnalités étrangères. Et, il est certain qu'il sera soumis à une surveillance aussi intense que celle qui entoure en permanence l'autre dissident est-allemand, Robert Havemann.

Signalons par ailleurs que, dans le cadre de la même amnistie, un autre dissident est-allemand célèbre, Nico Hübner, a été lui aussi libéré. Nico Hübner avait refusé de faire son service militaire, en arguant le statut démilitarisé de Berlin, et il avait pour cela été condamné à cinq ans de prison.

H.R.-Q.d.P.  
Jean SHUBERT

## Solidarité Polono-Tchécoslovaquie grèves de la faim de dissidents

Des dissidents tchécoslovaques et polonais observent simultanément une grève de la faim en faveur des «défenseurs des droits de l'homme emprisonnés en Tchécoslovaquie et en Pologne».

En Pologne, quinze dissidents, membres du KOR (Comité d'autodéfense sociale) et d'autres mouvements pour les droits de l'homme, font la grève de la faim depuis plus d'une semaine dans une église de Varsovie. A Varsovie, quinze mille tracts ont été diffusés en faveur des grévistes de la faim. Deux diffuseurs, membres du KOR, ont été arrêtés.

A Prague, sept dissidents, membres du VONS (Comité de défense des personnes injustement persécutées) font également une grève de la faim depuis le 7 octobre, pour les mêmes buts.

Ces diverses actions sont une réponse à l'intensification de la répression dans les deux pays. Le 22 octobre prochain, notamment, s'ouvrira un grand procès en Tchécoslovaquie contre plusieurs signataires de la Charte 77, en particulier contre deux de ses porte-paroles, Benda et Dienstbier, ainsi que contre le dramaturge Vaclav Havel.

## Meeting de l'Association des amitiés franco-chinoises

# HAN SUYIN PARLE DE LA CHINE

Han Suyin, en commençant son intervention, s'est particulièrement réjoui de participer à cette réunion à la veille du voyage du président Hua Guofeng en France et en Europe. Elle a souligné la grande portée historique et s'est félicitée du dialogue qui s'instaure entre l'Europe et la Chine, événement qui la touche personnellement, étant donné sa double origine, chinoise et occidentale. Elle a rappelé le premier jalon qu'avait représenté en 1964 l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine.

### SURMONTER L'HERITAGE DU PASSE

Jetant un regard sur les trente dernières années, Han Suyin a évoqué, d'après son expérience personnelle, la Chine du passé, où elle avait pu voir les rues pleines de mendiants, les paysans mourant de faim, des régions entières

C'est devant un public divers, nombreux et très attentif qu'Han Suyin donnait une conférence sur la Chine samedi, salle Pleyel, à l'occasion d'une soirée organisée par l'Association des Amitiés Franco-chinoises pour le trentième anniversaire de la République populaire de Chine.

dévastées par les inondations. Elle a confronté cette situation à celle de la Chine d'aujourd'hui où le problème de l'alimentation est résolu, où 80% des travailleurs savent lire et écrire, où 250 millions d'enfants vont à l'école : œuvre colossale sans précédent dans aucun pays du Tiers-Monde.

Ces trente années, a rappelé Han Suyin, ont vu aussi le peuple chinois affronter de trois graves problèmes : «Comme il n'y a pas de modèle pour construire le socialisme, nous avons fait beaucoup d'expériences, bonnes et mauvaises». Elle a souligné à quel point 2500 ans de féodalisme avaient pesé sur la Chine socialiste,

mais elle a exprimé sa certitude que le peuple chinois, grâce à l'expérience acquise au cours de la Révolution Culturelle, et dans la lutte contre Lin Biao et les Quatre réussirait à mettre en œuvre réellement la démocratie socialiste et à la développer.

Parlant des quatre modernisations, Han Suyin a affirmé «il ne s'agit pas pour nous de devenir capitalistes. Si nous voulons moderniser, c'est qu'on ne bâtit pas le socialisme sur la pauvreté, mais sur la prospérité».

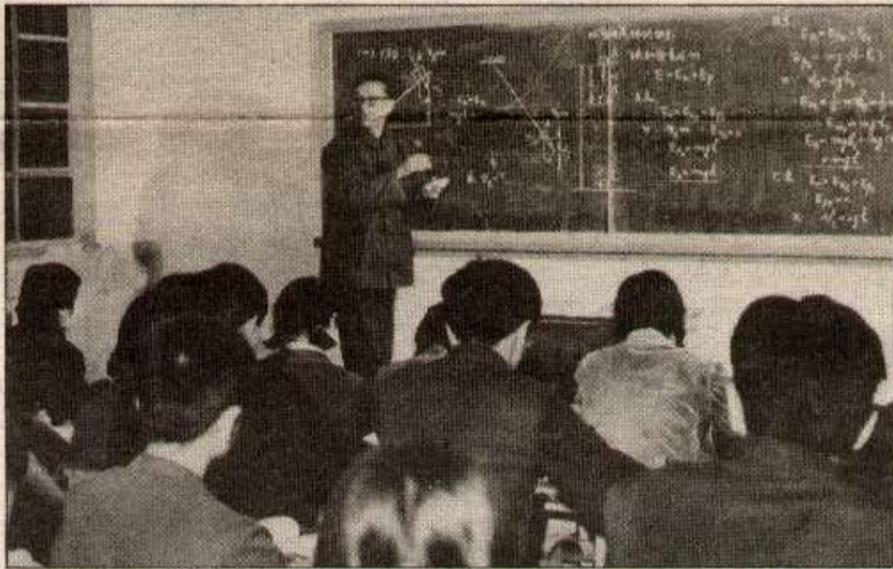
### DEMOGRAPHIE ET PLANNING FAMILIAL

Répondant à une question sur la politique de

planning familial, politique à laquelle elle a participé en tant que médecin, Han Suyin a souligné l'importance de ce problème, la maîtrise des questions de démographie étant une condition indispensable du développement économique. La mise en œuvre d'une politique nataliste pendant les années suivant la libération, les conséquences des progrès considérables réalisés dans le domaine de la santé ont eu pour conséquence un accroissement très rapide de la population qui a doublé en trente ans. Cette situation rend les acquis dans le domaine de l'alimentation fragiles, elle pèse lourdement dans les domaines de la scolarisation et de l'emploi des jeunes, la moitié des jeunes ayant moins de 18 ans. Pour Han Suyin, la politique de planification familiale, mise en œuvre depuis 1956 a rencontré des succès encore limités, notamment dans les campagnes en raison de l'influence des idées féodales. Han Suyin a expliqué que le gouvernement chinois allait donner une nouvelle impulsion à la politique de planification familiale avec pour objectif un taux de natalité de 10 pour 1000 en 1982 (contre 16 pour 1000 maintenant).

Après l'intervention de Han Suyin, un film chinois : «Printemps précoce», interdit en Chine pendant plusieurs années, retraçait à travers une histoire d'amour, l'élan révolutionnaire des jeunes intellectuels chinois des années 20, marqué notamment par le mouvement du 4 mai 1919.

QdP-H.R.  
J.P. CHAMPAGNY



Ils sont 250 millions sur les bancs de l'école.

# BIENVENUE AU CAMARADE HUA GUOFENG

## Communiqué du PCRml et du PCML

La visite qu'effectuera dans notre pays, du 15 au 21 octobre, le Président du Parti communiste chinois, le camarade Hua Guofeng, revêt une grande importance. C'est la première fois depuis la fondation de la République populaire de Chine, que le chef de l'état chinois, se rend en Europe Occidentale. La portée historique de la révolution chinoise, la grande contribution qu'apporte la Chine à la défense de la paix dans le monde, et à la lutte contre les dangers de guerre, donnent à cette visite une grande signification.

La victoire, il y a trente ans de la révolution de démocratie nouvelle en Chine revêt une portée historique. C'était non seulement la victoire d'un peuple, représentant le quart de la population mondiale, qui au terme d'une lutte gigantesque de plusieurs décennies était venu à bout de la double oppression coloniale et féodale qui le maintenait dans la plus profonde misère et ba-

foisait tous ses droits. C'était aussi la démonstration concrète, pour tous les peuples du Tiers-Monde maintenus dans une situation similaire, qu'ils pouvaient par une lutte résolue, conquérir leur indépendance, accomplir leur révolution. Un nouvel élan était ainsi donné aux luttes de libération nationale dans le monde, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, un tournant historique était pris. La lutte pour l'édification du socialisme menée par le peuple chinois constitue un apport précieux à la révolution prolétarienne mondiale. Non pas qu'il faille y rechercher un quelconque modèle de socialisme qu'il faudrait appliquer dans notre pays. Comment, d'ailleurs, cela serait-il possible alors que les conditions concrètes de notre révolution à accomplir sont tellement différentes de celles de la révolution chinoise ?

Mais si la Chine socialiste ne saurait constituer un modèle et ne s'est jamais présentée

comme telle, la lutte du peuple chinois pour l'édification socialiste présente des enseignements qui concernent, au-delà du peuple chinois, les autres peuples du monde. La lutte menée pour critiquer le révisionnisme moderne et la dégénérescence de l'URSS en un nouvel état capitaliste, la mise à jour de la poursuite de la lutte de classe sous le socialisme, la méthode différente pour résoudre les contradictions au sein du peuple, et les contradictions avec l'ennemi, la nécessité de mener une lutte consciente pour prévenir les risques de restauration du capitalisme, constituent des enrichissements de la théorie révolutionnaire apportés par la pratique du peuple chinois. Ainsi la synthèse par le président Mao Zedong, et le Parti Communiste Chinois de la pratique du peuple chinois pendant plus d'un demi-siècle, constitue des apports décisifs à la théorie révolutionnaire, qui servent la lutte des peuples du monde.

Le peuple chinois est maintenant engagé dans une nouvelle lutte dont l'enjeu est aussi important que les précédentes : faire de la Chine un grand pays socialiste puissant et moderne d'ici la fin du siècle. En dépit de ses immenses progrès, la Chine demeure un pays du Tiers-Monde, la modernisation socialiste est un impératif important pour le peuple chinois, pour améliorer son niveau de vie, pour apporter une contribution plus importante à la révolution mondiale, en démontrant concrètement la nette supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Tel est le sens de la bataille engagée en Chine aujourd'hui. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les efforts développés pour élargir la démocratie socialiste, éliminer les survivances dans les mentalités, dans les habitudes imprimées par 2 000 ans de féodalisme que 30 ans de révolution, n'ont pas encore pu comment cela aurait-il été possible ? — déraciner.

En saluant la visite du président Hua Guofeng, c'est cette contribution de la révolution chinoise à la révolution prolétarienne mondiale que nous saluons.

Cette visite s'inscrit aussi dans un certain cadre international, où les dangers de guerre croissent de manière importante, notamment du fait de la superpuissance soviétique dans sa rivalité avec la superpuissance américaine, pour imposer son hégémonie sur le globe. Portent témoignage de ces menaces agressives, les manœuvres soviétiques dans différentes régions du monde où, directement ou par Cuba, ou le Vietnam interposé, l'URSS entretient la tension, s'efforce d'étendre sa zone d'influence. En Ethiopie, où elle appuie sans réserve la répression contre le peuple érythréen, au Yémen du Sud, en Afghanistan, en Asie du Sud-Est, où c'est avec son appui massif, que le Vietnam poursuit sa campagne d'agression contre le Cambodge. En Europe enfin, en-

jeu stratégique de la rivalité des deux superpuissances, où l'URSS masse à l'est un potentiel agressif en constante croissance.

Pour réaliser sa modernisation, la Chine socialiste a profondément besoin du maintien de la paix dans le monde. Mais ce n'est pas en baissant la tête face aux menaces de l'URSS ou en cédant à ses pressions que la paix pourra se défendre.

Le renforcement de l'amitié entre les peuples de France et de Chine, le seul grand pays à n'entretenir ni troupes permanentes ni bases militaires en dehors de ses frontières, ne peut que contribuer à isoler les fauteurs de guerre. Le renforcement des liens entre la République populaire de Chine, et la France ne menace personne, mais par contre, il constitue un obstacle pour ceux qui nourrissent des prétentions de domination mondiale. En ce sens, nous saluons aussi la visite du camarade Hua Guofeng.

## La visite de Hua Guofeng en France

## 15 ANS DE RELATIONS FRANCE — CHINE

Ce lundi, le plus haut dirigeant de la République populaire de Chine, le premier ministre Hua Guofeng arrive en France pour une visite de 6 jours. Sa visite en Europe le conduira ensuite en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en Italie.

Que cette visite soit la première jamais effectuée en Europe de l'Ouest (et donc en France) depuis la fondation de la République Populaire de Chine, par le premier dirigeant en poste de l'Etat chinois, lui confère une importance exceptionnelle. Et l'évolution de la situation internationale, notamment ces 15 dernières années, n'y est, bien sûr, pas étrangère.

Il y a un peu plus de 15 ans, le 27 janvier 1964, s'établissaient les relations diplomatiques entre la France et la Chine. C'était la première fois depuis 1950 qu'une puissance impérialiste, la France, reconnaissait la République populaire de Chine (en 1950, il y avait eu la Grande-Bretagne, sans que celle-ci, toutefois, ait désigné d'ambassadeur, ainsi que d'autres

et à la pénétration des USA, qui sont à ce moment la seule super-puissance impérialiste.

De Gaulle a déjà commencé à réagir contre la politique américaine qu'il juge étouffante et dont il veut prendre ses distances. Ainsi, l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine, qui va de pair avec une politique de développement des relations



pays européens : la Norvège, le Danemark, la Finlande, la Suède, la Suisse, les Pays-Bas).

Sans doute, la reconnaissance en 1958 du gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA) par le gouvernement chinois, ainsi que l'importante aide politique et militaire de la Chine au peuple algérien, alors en lutte contre le colonialisme français, avaient retardé du côté de l'impérialisme français la décision de reconnaître la Chine.

## UNE MESURE D'INDEPENDANCE

Mais, tout colonialiste et impérialiste qu'il soit, l'Etat français est alors aussi en butte aux pressions

avec l'est, constitue une nouvelle mesure d'indépendance de la France vis-à-vis des USA qui prétendaient imposer aux pays européens leurs propres vues en ce qui concerne la Chine, c'est-à-dire l'isolement diplomatique, politique et économique du pays le plus peuplé du monde, et le maintien des relations avec le régime fantôme de Tchong Kaï Chek.

Les Etats-Unis qui sont à l'époque ce qu'on appelle «le gendarme international», qui sème partout guerre et désolation, viennent de subir avec la reconnaissance de la Chine Populaire par la France un recul sur le plan diplomatique ; c'est ce que Zhou Enlai qualifiera de contribution à la paix mondiale.

## AMITIE ENTRE LES DEUX PEUPLES

Le peuple chinois et le peuple français, qui ont tous deux de grandes traditions révolutionnaires, ont appris au fil des ans à mieux se connaître. Sous la direction du Parti communiste chinois, le peuple chinois a plusieurs fois manifesté sa solidarité internationaliste envers la lutte du peuple français. Petits ou grands, les exemples en sont nombreux. Parmi ceux-ci : du 21 au 24 mai 1968, d'imposantes manifestations de soutien au mouvement de mai 1968 qui gagnait toute la France, eurent lieu en Chine, rassemblant des centaines de milliers de personnes. On sait que dans les mois qui suivirent, la Chine fut à plusieurs reprises accusée par des responsables bornés de l'Etat français de «tirer les fils d'un vaste complot international» dont le mouvement de masse en France aurait été l'expression organisée.

Réciproquement, les travailleurs et le peuple français ont, à plusieurs reprises, manifesté leur sympathie pour la Chine. C'est ainsi que lors de la mort de Zhou Enlai, puis de Mao Zedong, des délégations d'usines, de lycées, de services publics, etc., ont défilé à l'ambassade de Chine, afin de leur rendre hommage. On pourrait aussi parler des multiples activités de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises dont la secrétaire générale, Hélène Macchisio, fut reçue en 1967 par Mao Zedong.

Et qui, lors d'un séjour en Chine, n'a pas entendu prononcer, ici ou là, des paroles d'éloges, sur les grandes heures révolutionnaires de notre histoire, la révolution française, la Commune de Paris, la résistance anti-nazie..., parfois également célébrées dans des manifestations publiques, expositions, etc.

## DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ECONOMIQUES

En liaison avec l'établissement des relations diplomatiques France-Chine, les échanges commerciaux se développent : dès 64, d'importants contrats sont signés entre les deux pays. En 65, un contrat avec Berliet porte sur 30 millions de dollars. En 66, s'ouvre à Beijing la première exposition commerciale française et, la même année, Air France crée une ligne hebdomadaire Paris-Shanghai.

Toutefois, en 1967, les relations entre les deux Etats vont connaître un certain déclin.

En 1967, la police française charge les étudiants chinois qui manifestent à Paris devant l'ambassade des «gardes rouges» manifestent devant l'ambassade de France. En 1968, la Chine rappelle tous ses ambassadeurs à l'étranger, sauf un, ce qui correspond à un certain repli sur soi.

1969 voit une amélioration des relations entre les deux pays, avec le retour de l'ambassadeur chinois en France et l'arrivée du nouvel ambassadeur de France à Beijing, Etienne Manac'h.

## LES DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Depuis 1971, alors que le gouvernement chinois imprime une relance des relations internationales de la Chine, pratiquement chaque année, des personnalités politiques ou militaires françaises sont invitées en Chine : Peyrefitte, Schumann, Pompidou (en 1973), Sauvagnargues, le général Méry, Barre, etc. sans que toutefois ces visites ne débouchent toujours sur des résultats tangibles (voir encadré économie).

Ce développement des relations franco-chinoises se déroule dans un nouveau contexte international, sanctionné dès 1968, par l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'URSS.

Depuis cette date, la politique agressive de l'URSS n'a cessé de s'affirmer. Bien que ces deux dernières années, on a vu par exemple son infiltration en Ethiopie et sa participation active à la guerre contre le peuple érythréen, l'assassinat du président afghan et l'installation d'un régime

## ECHANGES ECONOMIQUES

Sur le plan économique, les échanges, après avoir connu une période assez florissante, stagne ; ainsi, en 1976, la France est le 4<sup>e</sup> fournisseur de la Chine, elle n'est plus qu'au 8<sup>e</sup> rang en 1978, avec 1,5 % du marché chinois, contre 5 % deux ans plus tôt. Toutefois, fin 1978, un important accord prévoit que la valeur des échanges devrait atteindre 60 milliards de francs dans les 7 années à venir.

pro-soviétique dans ce pays, le coup d'Etat au Yémen du Sud, l'appui direct et massif à ses alliés vietnamiens, dans le contrôle du Laos, l'invasion du Cambodge et les provocations à la frontière chinoise, ce sont des exemples d'une suite d'évène-

## DECLARATIONS DE ZHOU ENLAI, LE 6 FEVRIER 1964 (EXTRAITS)

Q : Quelle importance attachez-vous à la reconnaissance de la République populaire de Chine par la France ?

R : L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France est un événement important dans le contexte de la situation internationale actuelle. La Chine est un grand pays socialiste et la France est un grand pays capitaliste.

L'établissement de relations diplomatiques sino-françaises n'est pas seulement en accord avec les intérêts des deux peuples et le développement des relations entre les deux pays sur le plan économique, commercial et culturel, mais il est aussi favorable à la réalisation de la coexistence pacifique entre nations à systèmes sociaux différents et à la paix mondiale (...).

La République populaire de Chine a toujours désiré des relations diplomatiques avec tous les pays sur la base des principes d'égalité, de bénéfice mutuel et de respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté des uns et des autres. Cependant, les Etats-Unis et ceux qui sont à leur suite, adoptant la politique de l'autruche, ont toujours refusé de reconnaître la République populaire de Chine. En dépit de cela, depuis 14 ans, la Chine a existé et s'est développée. Sur la scène internationale, elle a vu son rôle et son influence croître de jour en jour et sa position et son prestige internationaux grandissent quotidiennement. En adoptant une attitude différente de certains pays occidentaux et en décidant d'établir des relations diplomatiques avec la Chine, le gouvernement français, sous la direction du général de Gaulle, a montré l'exemple de quelqu'un qui ose regarder en face la réalité et agir avec indépendance.



ments qui ont fait la preuve de la transformation de l'Union Soviétique en superpuissance impérialiste, particulièrement agressive et à l'offensive, tandis que le déclin de l'autre superpuissance, les USA, ne cessait de s'accroître comme l'a montré leur défaite cinglante en Asie du Sud-Est, avec la victoire du Cambodge, du Laos et du Vietnam en 1975, ou plus récemment la chute du Shah d'Iran, et du dictateur du Nicaragua, Somoza. Cette évolution a abouti à une profonde aggravation de la rivalité entre les deux superpuissances, et donc des menaces de conflit mondial qui en découlent.

## LA CHINE, FORCE DE PAIX

Tous ces bouleversements que la Chine avait su analyser très tôt l'a amenée à développer sa politique internationale en conséquence. Dans son rapport au congrès du Parti communiste Chinois en 1973, Zhou En Lai affirme que «l'Europe est le point clé de la rivalité entre les 2 superpuissances». En 1974, à l'ONU, Deng Xiaoping dénonce les dangers d'une troisième guerre mondiale que cette rivalité fait peser sur l'humanité et présente la «théorie des trois mondes», élaborée par Mao Zedong et le Parti communiste chinois, et dont il découle la nécessité d'unir en un front anti-hégémonique, sous la direction du prolétariat international, toutes les forces susceptibles de l'être, sur le plan mondial, contre les superpuissances et le danger de guerre.

C'est à la lumière de cette analyse de la situation internationale, qui s'est beaucoup mo-

difiée depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, que la République populaire de Chine entend développer ses relations avec la France et les autres pays du second monde, notamment ceux du continent européen dont plusieurs font l'objet ces jours-ci de la visite du président chinois.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'y ait pas d'importantes divergences d'appréciation sur plusieurs aspects de la situation internationale, entre la Chine socialiste et la France capitaliste. On l'a vu par exemple, avec certaines prises de position des gouvernements français tendant à entretenir les illusions de la «détente» — comme cela a été le cas lors du dernier voyage de Giscard à Moscou — et à minimiser le danger du social-impérialisme soviétique ; exemple, le satisfecit adressé aux autorités soviétiques pour leur «non-intervention» en Asie du sud-est, lors de la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes.

Dans ce contexte, le resserrement des liens entre les deux Etats, auquel peut contribuer la visite en France — pays impérialiste secondaire — en butte à la convoitise et aux pressions des superpuissances — de Hua Guofeng, premier ministre d'un pays qui pèse d'un poids décisif dans la lutte anti-impérialiste et anti-hégémonique, sert de la défense de la paix mondiale. Voilà de quoi réjouir les peuples français et chinois, et tous les autres peuples.

Page commune à l'HR et au QdP réalisée par Claude LIRIA

## INFORMATIONS GENERALES

# Poubelle atomique MAIS OU VA-T-ON METTRE TOUS CES DECHETS ?

Les fûts de combustibles irradiés japonais ont été acheminés à La Hague. Chaque jour, des trains ou des camions arrivent à l'usine de retraitement, venant d'Allemagne, mais aussi des centrales nucléaires françaises.

A l'heure où le gouvernement a décidé coûte que coûte de maintenir dans son intégralité l'énorme programme électro-nucléaire, de recevoir des milliers de tonnes de combustibles irradiés, de mettre

L'usine de retraitement de La Hague a démarré en mai 1966. Nous indiquons dans notre encart les opérations qui s'y déroulent. Plusieurs problèmes existent : la manipulation de produits très dangereux, le rejet d'effluents radioactifs, le stockage des déchets.

L'usine de La Hague a été souvent modifiée et a dû s'adapter aux différents types de combustibles traités. Certains ateliers ont considérablement « vieilli ». Des problèmes majeurs sont posés en ce qui concerne la fiabilité et la sécurité des installations : capacité dépassée de la station de traitement des effluents, manque de matériel de manutention adapté, contamination des eaux de piscines, ...etc.

### ÉCHAPPEMENT LIBRE

La Hague rejette en permanence des « gaz rares » (Krypton 85), du tritium, du strontium 90, du césium 137... dans l'atmosphère ; les rejets liquides

ont été effectués dans la mer par une canalisation de 5,5 km, à un endroit où les conditions de dilution sont « optimales » (forts courants)... Ainsi donc, des effluents radioactifs, certes traités et à faible dose de rayonnement, sont dispersés chaque jour dans l'environnement !

### EN ATTENDANT LA SOLUTION

Le problème des déchets demeure très important : la capacité de stockage de La Hague est limitée. Les premières évacuations définitives des déchets se sont faites dans la mer, enfermés dans des conteneurs et immergés dans les profondeurs des océans. En France, ces déchets à très haute activité sont stockés industriellement (vitrification), faute de solutions satisfaisantes. Les solutions envisagées sont : le dépôt dans des formations géologiques, l'enfouissement dans les glaces ou le

transport hors de terre... Si le procédé de vitrification semble le plus adéquat, il va sans dire que continuer de stocker des fûts de verre radioactifs sur un parking, pendant des dizaines d'années est pour le moins dangereux... !

Personne ne le nie, les capacités de traitement de La Hague ne permettent pas actuellement de traiter les milliers de tonnes de combustibles irradiés qui y sont déversés. Seules une cinquantaine de tonnes ont été traitées depuis 1976, alors que le contrat avec le Japon porte sur 1 600 tonnes, sur 1 000 tonnes avec l'Allemagne... Et le reste des livraisons déjà effectuées est en attente dans sa piscine...

On parle aujourd'hui d'étendre les installations de La Hague. Est-ce une solution ? Il est évident que non, tant que les conditions du retraitement sont aussi dangereuses,

tant que le problème du stockage des déchets n'est pas résolu dans son ensemble, et d'autant plus qu'avec la filière des surrégénérateurs, de plus en plus de plutonium devra être traité et entreposé, alors qu'il est radioactif pendant 24 000 années...

Nous l'avons dit et répété : la politique énergétique de la France est irresponsable, inconséquente et dangereuse. De nouvelles centrales nucléaires vont être mises en service, mais nous ne savons toujours pas comment stocker dans de bonnes conditions, et surtout à quel endroit, des déchets hautement radioactifs !

Qu'importe pour les Creusot-Loire, Puk, Framatome Fougerolles et tous ces trust qui s'enrichissent de l'atome ! Les travailleurs, leur sécurité et leur environnement ne comptent pour rien dans le calcul de leurs profits.

Michel BERTEL

## A LA SORTIE DES CENTRALES

Au moment où le combustible nucléaire sort du réacteur, il possède une radio-activité maximum. Il présente de très gros risques d'irradiation pour le personnel et ne peut être manipulé qu'à distance et derrière d'épaisses protections.

La première destination du combustible irradié est une fosse remplie d'eau, proche du réacteur : la « piscine de désactivation », dans laquelle on stocke le combustible quelques mois pour laisser décroître sa radio-activité. Au bout d'un mois, la radio-activité globale est environ le dixième de ce qu'elle était à la sortie du réacteur.

Puis les combustibles sont envoyés dans les usines de retraitement. Ils sont transportés par la route, le rail ou la mer, dans des containers plombés et étanches, conçus normalement pour résister à tous les accidents pouvant intervenir au cours du transport.

### CINQ CONSTITUANTS

Un combustible irradié est le mélange de cinq constituants principaux :

- l'uranium, appauvri en U 235 par rapport au combustible neuf ;
- le plutonium ;
- des transuraniens, noyaux provoqués par l'irradiation prolongée d'uranium et de plutonium ;
- des produits de fission, provoqués par la fission de l'uranium 235 ou du plutonium 239, comme le strontium ou le xénon ;

- des matériaux étrangers (zirconium, aluminium...) alliés au combustible ou en constituant la gaine, également radioactifs.

Le retraitement des combustibles irradiés a pour but de séparer ces différents composants de façon à pouvoir en réutiliser certains (uranium, plutonium) et à stocker ceux qui sont inutilisables, mais dont la radio-activité impose d'importantes précautions. Ces opérations sont assez compliquées et présentent de nombreux risques du fait de l'énorme activité de l'uranium irradié.

La première opération est celle du dégainage. Elle dégage :

- des effluents gazeux, rejetés dans l'atmosphère ;
- des effluents liquides, traités dans une station et ensuite rejetés dans la mer ;
- des solutions contenant l'uranium et le plutonium ;
- et des déchets solides (gaines insolubles) stockés.

### LE RETRAITEMENT

Le traitement et le conditionnement des déchets consiste à disperser (mer et atmosphère) ou à stocker les radio-éléments

issus des diverses opérations effectuées dans l'usine de retraitement. Les produits de fission en solution aqueuse ont une radio-activité considérable (période de vie de 30 ans pour le césium ou le strontium) et leur activité ne va décroître que lentement au cours des siècles. A l'heure actuelle, les déchets à haute activité sont stockés sur place dans des cuves en inox à double paroi. Les déchets de faible activité présentent des risques plus faibles, mais leurs volumes sont beaucoup plus importants. Ces derniers sont transformés en boue et mélangés à du bitume ou du béton. Les déchets à haute radio-activité sont stockés dans des cuves d'inox, placées dans des enceintes bétonnées. Le contenu de ces

cuves est refroidi en permanence et agité, et sous surveillance constante.

Une des méthodes actuellement employée est la vitrification des déchets : ceux-ci sont fusionnés avec du verre et ces blocs de verres dont les produits de fission sont un des constituants sont stockés sur le site.

### le plutonium

Le plutonium 239 est engendré par capture neutronique par l'uranium 238. Le plutonium est utilisé à des fins militaires, mais il constitue un combustible fissile utilisé dans les réacteurs nucléaires, notamment dans les réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides (Super Phénix à Malville).

### SELON LA PEMEX, IXTOC SERAIT PRESQUE OBTURÉ

La société mexicaine Pemex a annoncé vendredi que le puits Ixtoc One, en éruption depuis le 3 juin était presque complètement obturé et qu'il ne s'échappait plus que des quantités minimes de pétrole. L'obturation totale serait proche.

Cette information peut paraître surprenante dans la mesure où les travaux de forages déviés semblaient être le seul espoir de « tuer » le puits dans plusieurs semaines. Début août, un colmatage avec des boules de plomb et d'acier avait permis une certaine réduction du débit, mais l'obturation était très incomplète. Est-ce cette opération qu'a poursuivie la Pemex ? Celle-ci pratiquant la politique du secret, il est difficile de le dire. De même, il faudra attendre un arrêt complet de l'écoulement du pétrole pour savoir si la Pemex ne vient pas de renouveler une des manœuvres d'intoxication dont elle n'est pas avare.

Depuis le 3 juin dernier, Ixtoc One a déversé des centaines de milliers de tonnes de pétrole au large des côtes mexicaines, après l'échec de plusieurs tentatives de récupération ou de colmatage.

Si le colmatage annoncé par la Pemex vendredi ne tient pas, il faudra sans doute attendre la fin de l'année pour « tuer » le puits. Aujourd'hui, c'est au moins 400 000 tonnes qui ont jailli du gisement, provoquant la plus gigantesque marée noire de l'histoire. Un chiffre certainement bien en-dessous de la réalité, puisque basé sur les indications de la société mexicaine Pemex, largement sous-estimées.

Par Claude ANCHER

## Chronologie de la catastrophe

**3 juin** : A 3 h 30 du matin, explosion du puits de forage sous-marin Ixtoc One, à 80 Kms au nord-ouest de la ville de Ciudad del Carmen, dans la baie de Campêche. Une partie du jet d'hydrocarbures prend feu. Le derrick de la plate-forme de forage est renversé. Huit ouvriers mexicains périssent. Les 55 autres occupants sont évacués.

**16 juin** : première conférence de presse du directeur de la Pemex, Diaz Serrano. Il estime que l'éruption et l'incendie seront contrôlés entre le 18 et le 23 juin ! La marée noire atteint l'embouchure du rio Grijalva. Les travaux de forage de dérivation ont été entrepris dès le début de la catastrophe. Selon la PEMEX, ils avancent vite...

**24 juin** : première tentative du « pompiervolant » Red Adair. Des plongeurs branchent des flexibles sur la tête de puits, du ciment est injecté pour « tuer » le puits. Mais le bouchon saute, la gigantesque torche est renflammée.

**14 juillet** : le gouvernement mexicain interdit la consommation des poissons et crustacés pêchés au large de Campêche, de Tabasco et de Vera Cruz.

**21 juillet** : 223 000 t. de pétrole se sont déversées, l'équivalent de l'Amoco Cadiz.

**Juillet** : la PEMEX lance un appel d'offres international en 17 points pour l'étude en commun des conséquences notamment écologiques de l'éruption.

**Fin juillet** : nouvelle tentative pour « tuer » le puits ; 390 ouvriers se relaient nuit et jour pour y envoyer des boules de plomb d'1 kg 900 et des boules d'acier. 100 000 boules sont nécessaires pour pouvoir ensuite injecter une solution visqueuse de baryte et de gélatine. Cette tentative amène une certaine diminution du débit de la fuite mais elle ne permet pas finalement de l'arrêter.

**Début août** : la nappe a 300 km de long ; 40 km de côtes mexicaines sont souillées. La PEMEX annonce que l'éruption ne sera pas maîtrisée avant octobre.

**8 août** : la nappe atteint la côte sud du Texas.

**17 août** : la PEMEX annonce qu'elle a réduit la fuite de moitié.

**18 août** : nouvelles déclarations de la PEMEX : le puits serait tué le 15 septembre.

**24 août** : une nappe de 16 Km<sup>2</sup> touche huit kms de côtes américaines de Mustang Island en face de Corpus Christi.

**Fin septembre** : la PEMEX tente d'installer au dessus du puits un grand cône d'acier qui devrait récupérer le pétrole et permettre de le pomper. Cette opération - codée sous le nom de « Sombrero » - échoue notamment en raison des conditions météorologiques.

## Les précédents

Si l'exploitation offshore donne lieu à des fuites opérationnelles quasiment quotidiennes, elles sont relativement limitées. Les accidents graves sont assez rares. Le précédent le plus connu est bien sûr celui d'Ekofisk, survenu le 22 avril 1977. Il s'agissait cette fois-là d'un puit en exploitation. La remontée brusque du pétrole (le « blow-out ») s'était produite lors d'opérations d'entretien. Au bout d'une semaine, Red Adair avait réussi à arrêter les déversements qui s'étaient élevés à environ 15 000 t. Un chiffre qui paraît dérisoire comparé à Ixtoc One, mais qui était bien supérieur aux accidents précédents :

- 1968 : Santa Barbara (Californie) : 7000 t.
- 1970 : Trois accidents en Louisiane et au Texas dont un de 5000 t.
- 1971 : Golfe de Mexique
- 1975 : Dubaï : un puits en feu pendant plusieurs mois.

# La plus grande marée noire de l'histoire

## IXTOC ONE BRÛLE-T-IL ENCORE ?

### L'intox de la Pemex

Ixtoc One ou «le monde du silence». Jamais en effet le mutisme des responsables d'une marée noire n'aura été si complet sur les origines, le déroulement et les conséquences d'une catastrophe sans précédent par son ampleur.

Silence pendant les premiers jours : il faut attendre le 16 juin pour que le directeur de la Pétroleos Mexicanos, Diaz Serrano se décide à faire une conférence de presse qui ne sera véritablement répercutée dans la presse internationale qu'une semaine après.

Que s'est-il passé exactement le 3 juin ? Le trépan était à une profondeur de 3627 m quand une perte partielle de boues de forage s'est produite, sans doute à la suite d'une fracture dans les roches rencontrées.

La boue permet de contrebalancer la pression interne du gisement. Il faut alors réagir très vite. Les techniciens de la PEMEX et ceux de la compagnie américaine Sedco présents sur le forage ont (semble-t-il) choisi d'injecter du ciment baryté très lourd. Au cours de la remontée du train à tiges, à 200 m de l'orifice, les boues jaillissent à la surface, le «bouchon» vient de sauter. Pourquoi ? Défaillance du matériel ? Erreurs dans les décisions à prendre ? Là encore, silence de la PEMEX.

#### SILENCE ET FAUSSES NOUVELLES

Pendant plusieurs semaines, la PEMEX affirme que tout le personnel de la plate-forme a été sauvé. On finit par savoir qu'en réalité, huit ouvriers mexicains sont morts.

Quand pourra être maîtrisée l'éruption ? Vers le 20 juin dit d'abord la PEMEX. Puis quand la technique des forages déviés est devenue, semble-t-il, la seule solution possible, les dates sont, selon les jours, octobre ou la mi-septembre.

Aujourd'hui, silence de la PEMEX sur l'avancée de ces travaux. Mais ils risquent de durer jusqu'à fin décembre, selon Jean Sparfel, de la Mission Interministérielle de la Mer.

Pour lui comme pour les techniciens français qui se sont rendus sur place, la mauvaise foi

de la PEMEX rend suspects tous les chiffres qu'elle a donné. Ainsi, le débit de la fuite, (4500 tonnes au début, 3000 t. début août, 1400 t. fin août), paraît largement sous-estimé.

L'optimisme de la PEMEX quant au devenir de ce pétrole est lui aussi sujet à caution : la moitié brûlerait et 30% du reste s'évaporerait. Pour le CNEOX dont un technicien est sur place, c'est au minimum la moitié du pétrole qui dérive en mer. A l'heure actuelle donc, au moins 200 000 tonnes de pétrole ont pollué le golfe. Mais pour Diaz Serrano, cette marée noire est «grave», mais pas «catastrophique»...

#### UNE CATASTROPHE ECOLOGIQUE

Ce n'est pas l'avis du docteur Chavez de l'Institut national polytechnique mexicain : la richesse principale des eaux mexicaines, la crevette, est touchée, d'autant que l'accident s'est produit pendant la période critique de la collecte des œufs de crevettes pour les déplacer vers des eaux proches des plages.

En bloquant le passage à la lumière, la nappe de pétrole empêche la photosynthèse, le cytoplancton ne se reproduit plus et les poissons se trouvent sans aliments. La dissolvant Corexit employé à doses massives autour du puits est très nocif pour les poissons. De plus, dans cette zone tropicale aux espèces plus variées et plus fragiles que dans les eaux européennes, les dommages à la flore et à la faune risquent d'être plus importants que ceux occasionnés par le Torrey Canyon ou l'Amoco Cadiz. Une action juridique a été engagée par les pêcheurs mexicains.

Enfin, 200 kms de côtes mexicaines sont polluées et cette pollution devait s'aggraver ces jours-ci. En effet, les courants et les vents qui, en été, portaient vers le Texas, se renversent en octobre en direction du Mexique... D'ores et déjà, la facture rien que pour le nettoyage des côtes s'élève à 360 millions de dollars. Quant aux 2,85 millions de barils de pétrole écoulés jusqu'ici, ils représentent une perte d'environ 1 milliard 425 millions de pesos. Sans parler des frais liés à l'intervention de Red Adair, à l'uti-

lisation de matériel de récupération, et aux travaux de forage.

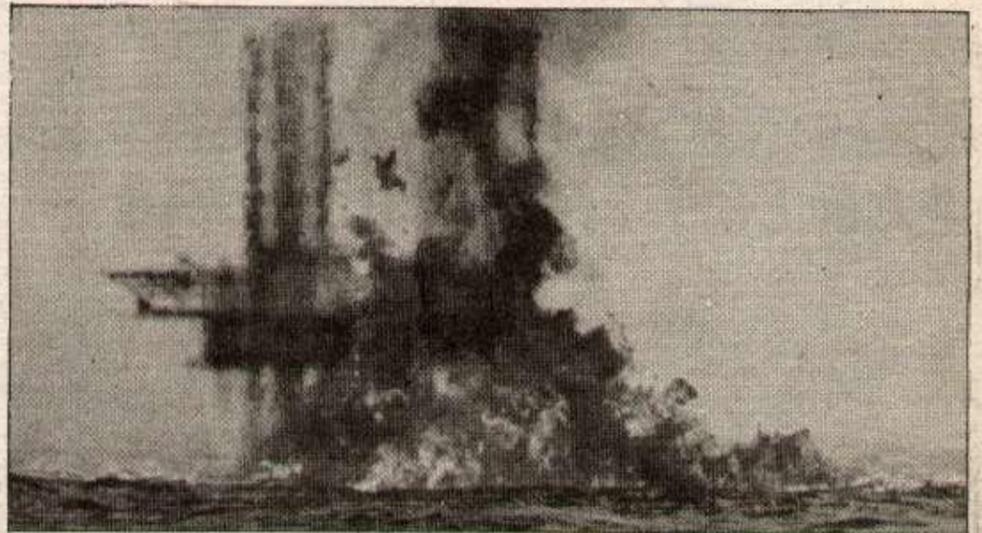
En lançant en juillet un appel de coopération internationale en 17 points pour l'étude de la catastrophe, la PEMEX a donné un moment l'impression de sortir de son isolement volontaire. Tous les services français traitant de cette question ont répondu aux divers points, mais les propositions du CNEOX\*, de l'IFP\*\* ou du CEDRE n'ont pour l'instant reçu aucun écho. Selon Jean Sparfel, la PEMEX n'a pas réservé un meilleur sort aux propositions d'autres pays... Sauf pour les forages déviés, pour lesquels l'aide américaine a été acceptée il y a trois semaines.

#### IXTOC ONE VA-T-IL SERVIR DE LEON

Si le silence et l'intoxication (dans tous les sens du terme) sont de règle à la Pemex, on doit reconnaître que les milieux pétroliers en général sont restés dans une prudente réserve. N'y a-t-il pas en effet quelques interrogations — au moins — à méditer après Ixtoc One ?

La technologie pétrolière est réputée pour sa sophistication. La Pemex dispose, selon Red Adair «du personnel le plus qualifié, de l'équipement le plus moderne et de la technologie la plus avancée dans le monde pour combattre la catastrophe», donc en principe aussi pour l'éviter. Pourtant, la catastrophe est là. Elle peut se reproduire. Les techniques de forage offshore n'offrent apparemment pas une sécurité optimum. Cela ne semble pas inquiéter outre mesure les pétroliers puisque la part du pétrole offshore dans la production mondiale va, selon les prévisions, augmenter : déjà de 1960 à 1976, elle est passée de 10 à 20%. On envisage sérieusement d'exploiter dans un avenir proche des forages en eau profonde, plus délicats que dans la zone d'Ixtoc One, par exemple. La course à l'exploitation des «arabes sous-marines» ne nous réserve-t-elle pas de nouvelles marées noires gigantesques ?

La Pemex et les sociétés pétrolières se taisent. Pendant ce temps Ixtoc One n'est pas encore tué. Ixtoc, un mot inca qui signifie... feu.



#### LA POLLUTION DES COTES TEXANES

### Le témoignage d'un technicien du CEDRE

Voici le témoignage de Jean Pasquet, du CEDRE (Centre d'Etudes, de Documentation, de Recherche et d'Expérimentation) qui a participé, début septembre, à une mission envoyée aux USA par les Affaires Etrangères, pour s'informer sur la pollution, les techniques de lutte, et l'impact écologique de la marée noire mexicaine.

«Toute la côte texane entre la frontière du Mexique et l'est de Corpus Christi, soit 250 km environ, a été polluée. La pollution ne ressemble pas du tout à celle de l'Amoco Cadiz. On peut observer des sortes de plaques d'un cm à 20 cm d'épaisseur, plus quelques algues qui accumulent du pétrole. Ces plaques ou «crêpes» parsèment une largeur de plage d'environ trente à quarante mètres. L'extension aurait été moindre (la marée n'est que de 80 cm) sans une tempête qui a eu lieu en août. Toutes les plages n'ont pu être nettoyées car il n'y a que trois accès ; le travail se fait sur 10 km de chaque côté de ces accès, c'est-à-dire sur les plages touristiques. Une baisse sensible du tourisme a été observée cet été.

Début septembre, il continuait à arri-

ver de petites quantités de pétrole ; on voyait des boules dans les vagues.

La nappe de pétrole flottant entre deux eaux (jusqu'à dix-douze mètres de profondeur), les autorités américaines ont dû renoncer à le récupérer en mer. Elles l'ont laissé arriver sur les plages. Une exception : les deux passes menant dans une lagune riche en crevettes derrière Padre Island ont été pourvues de barrages. Le Congrès a organisé un «hearing» pour l'estimation des dommages, et des indemnités. A cette réunion les coast-guards ont affirmé que le pétrole n'avait pas touché la lagune ; une personne estimait au contraire qu'il en avait filtré. Pour l'instant, il est difficile de dire ce qu'il en est. Il semble probable que de toute façon les quantités de pétrole qui auraient pénétré sous les barrages seraient minimes. En tout cas, nous n'avons pas constaté une effervescente importante sur ce problème dans la région. Le fait qu'on soit au Texas, où l'exploitation pétrolière est intense et où quelques puits de forage se trouvent déjà au large des côtes, n'y est sans doute pas étranger. Toutefois, une action juridique a été engagée par des riverains pour exiger des réparations».

### Un art difficile : le forage des puits déviés

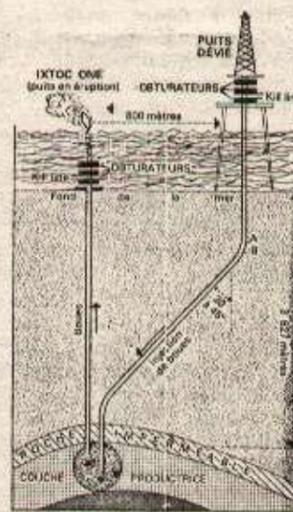
Au lieu de multiplier les plate-formes en faisant des forages verticaux, on utilise de plus en plus la technique des forages déviés (ou «dirigés») qui permettent d'exploiter un gisement à partir d'un nombre limité de plate-formes.

Un forage dévié débute comme un forage classique, c'est-à-dire verticalement. A partir d'une certaine profondeur, on l'oblige à dévier graduellement en intercalant entre le dernier tube et la turbine de forage un raccord coudé. Dès ce moment, le trépan est entraîné depuis le fond du puits en utilisant la pression de la boue de forage (turbo-forage). L'écart est de un degré en moyenne tous les dix mètres. Le forage dévié prend fin quand la déviation souhaitée est atteinte. On revient ensuite au forage droit.

Seule donc, la partie intermédiaire du forage est déviée. La déviation optimale se situe entre 45 et 60 degrés. On estime à 1% par degré le coût supplémentaire d'un forage dévié. Ce chiffre augmente cependant à partir de 35°.

Dans le cas d'Ixtoc One, la difficulté réside essentiellement dans la précision de l'opération. D'une part, il faut suivre minutieusement la progression du forage dévié. D'autre part, il faut déterminer l'emplacement exact de l'extrémité du puits à tubers. Mesure difficile : les forages verticaux sont moins surveillés et ne sont droits qu'en théorie. En fait des déviations inévitables les font ressembler à un tire-bouchon. Or, pour avoir une chance de succès, le forage dévié doit approcher de 5 à 20 mètres du puits en éruption. A ce moment, on injecte des boues dans la couche productrice. Elles en noient une partie, puis remontent dans le puits endommagé. Il s'agit de contrebalancer la pression du gisement par le poids de la colonne de boues. Pour Ixtoc One, il faudra sans doute 85 tonnes de boue.

Signalons enfin que pour pouvoir suppléer à une éventuelle défaillance du premier forage dévié, un deuxième forage de secours est toujours entrepris simultanément.



Dans ce schéma, volontairement très simplifié, aucune échelle de longueur n'est respectée. A : point d'amorçage de la courbure. A-B : forage fait à la turbine. C : Zone de la couche productrice noyée par les boues.

Gallay (Saint-Denis)

## L'USINE BLOQUEE DANS LA NUIT PAR LES TRAVAILLEURS

Lundi, dès 2 h 30 du matin, les sections CGT et CFDT des usines Galley de Saint-Denis, des ouvriers investissent l'usine et amassent des palettes devant la porte. Des syndicalistes d'entreprise de la région sont venus prêter main forte. Ainsi les sections CGT et CFDT entendent faire respecter les libertés syndicales et exiger la réintégration de Gilles Boillot, délégué du personnel et du comité d'entreprise, licencié par le patron.

Déjà mis à la porte une première fois, il avait été réintégré par l'inspecteur

du Travail et par l'inspecteur du Travail régional. Relicencié contre l'avis de ces deux inspecteurs, et contre l'avis des services du ministère du Travail, il a finalement été licencié par le ministre lui-même. La décision a été annoncée 4 jours après le délai au-delà duquel Boulin ne pouvait prendre une décision.

Les violations du droit syndical par ce patron sont si nettes qu'il n'éprouve même pas le besoin de s'en cacher. Lors d'une récente réunion, il déclarait : «*La loi, connais pas !*». Dans la déclaration

écrite par laquelle l'inspecteur du Travail refusait le licenciement, celui-ci déclarait notamment : «*La demande de licenciement demandée à l'encontre de Monsieur Gilles Boillot est un élément d'une politique d'entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel et de discrimination à l'encontre de la section syndicale CFDT*».

En dressant un barrage de palettes à l'entrée du chemin qui mène à l'entreprise, les sections syndicales n'avaient pas l'intention d'imposer aux travailleurs

une grève qu'ils n'auraient pas voulue. Il s'agit simplement, en agissant de la sorte, de réunir les conditions pour qu'une AG puisse se tenir, au cours de laquelle une décision devrait être prise démocratiquement quant à la suite de l'action. Agir de la sorte était indispensable compte tenu du non respect des libertés syndicales dans l'entreprise. Jeudi dernier déjà, le personnel, individuellement, s'était, dans sa majorité, déclaré favorable à un arrêt de travail.

Correspondant  
SAINT-DENIS

## Succès du meeting de l'AMFP

# SOLIDARITE REAFFIRME AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

L'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) a choisi le «terrain du combat sanitaire» pour apporter son soutien à la lutte du peuple palestinien, comme le rappelait dimanche, dans son allocution au meeting, à la Mutualité, le professeur Larivière, président de l'Association.

Une assistance nombreuse s'était déplacée pour exprimer sa solidarité au peuple palestinien. De nombreux slogans manifestant cette solidarité punctuaient les allocutions. Manifestation tangible de la politique de l'Etat d'Israël : des enfants de Cisjordanie qui devaient participer au rassemblement à Paris avaient été empêchés

de partir par les autorités sionistes. Lorsque Monseigneur Capucci, personnalité progressiste, emprisonnée par les sionistes, dénonça les conditions faites au peuple palestinien «*privé de dignité parce que privé de patrie*», de la salle des milliers de voix reprirent «*Vive la lutte du peuple palestinien*», en réclamant la justice et le retour de la Palestine occupée à son peuple. Monseigneur Capucci termina son intervention en souhaitant aux participants de se retrouver à Jérusalem, enfin libre.

Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France, après avoir rappelé les combats et les victoires passées du peuple palesti-

nien critiqua le gouvernement français pour son refus d'inviter actuellement Yasser Arafat. Ce fut ensuite au tour du docteur Arafat, président du Croissant rouge palestinien, créé il y a 11 ans, de rappeler la situation des enfants palestiniens, élevés avec le bruit des «Phantoms» israéliens. Le docteur Arafat devait déclarer : «*Les véritables héros, ce sont les combattants, les enfants dans les camps, le peuple présent dans la lutte*». Il devait nous confier que «*les besoins du Croissant rouge en matière médicale sont immenses, vu l'étendue du front qu'il doit couvrir, les sionistes bombardant non seulement le Sud Liban,*

*mais aussi Damour et Beyrouth. La demande la plus importante pour nous, devait-il nous déclarer, est que le monde comprenne notre cause et la comprenne quelle que soit la forme d'aide qu'on nous apporte, morale, politique, matérielle*».

L'après-midi, où les groupes musicaux, chanteurs arabes et français succédaient aux interventions, devait s'achever avec les danses de la troupe des Lionceaux venus tout spécialement de Beyrouth apporter le message d'espoir et de lutte de la jeunesse palestinienne.

QdP - HR  
Frank ROUSSEL

## ● Arrestation en Espagne

La police espagnole a procédé, vendredi et samedi, à de nombreuses arrestations. Sept militants qui appartiendraient à l'ETA politico-militaire ont été arrêtés au Pays Basque. 21 autres personnes arrêtées sont des dirigeants du GRAPO (Groupes révolutionnaires antifascistes du 1<sup>er</sup> octobre), parmi lesquels leur chef, Jose Maria Sanchez Casas. Se réclamant du marxisme-léninisme, le GRAPO avait été soupçonné d'être infiltré par des fascistes. Il avait revendiqué un attentat contre un bar fréquenté habituellement par des fascistes. La clientèle habituelle du bar l'avait déserté une demi-heure avant l'explosion.

## ● Polémique USA - RFA

Lors d'une entrevue avec un dirigeant de l'opposition chrétienne-démocrate, Hans Albrecht, Brzezinski, conseiller de Carter, a plaidé pour que la RFA aligne l'augmentation de son budget militaire sur celle des autres pays européens membres de l'OTAN. Ces derniers ont convenu d'augmenter leur budget de défense de 3%. La RFA n'avait prévu qu'une augmentation de 1,5% à 1,6%. Le gouvernement fédéral a protesté contre cette ingérence américaine.

## GIGANTESQUE MANIFESTATION ANTI-NUCLEAIRE EN RFA

Plus de 100 000 manifestants ont répondu à l'appel des écologistes qui organisaient une manifestation contre l'implantation de centrales nucléaires. Trois cortèges se sont rejoints dimanche dans le centre de Bonn.

## SABOTAGE A LA CENTRALE DE TRICASTIN

Les câbles des tableaux d'alimentation électrique des réacteurs 2 et 3 de la centrale de Tricastin ont été sectionnés entre jeudi soir et vendredi soir. Les dégâts retarderont de

deux mois la mise en service des réacteurs, prévue pour mars et octobre 1980. La police a commencé à interroger les 3 000 travailleurs de la centrale.

Le sabotage n'a pas affecté le réacteur 1, dont les syndicats refusent le chargement.

## EXPULSION DE BASQUES ESPAGNOLS

Huit Basques espagnols ont été reconduits à la frontière, les autorités françaises estimant qu'ils étaient «en situation irrégulière». Trois jeunes Basques français, interpellés en même temps qu'eux dans les Pyrénées-Atlantiques, ont été relâchés.

## ● Sanctions financières contre institutrices en lutte

Dans le Var et le Loiret, des institutrices sont sanctionnées financièrement pour avoir refusé des classes surchargées ! En effet, dans le Var, depuis la rentrée scolaire, plusieurs directrices d'écoles maternelles ont suivi la consigne du SNI de limiter à 30 élèves l'effectif des classes maternelles. Vingt-quatre en lutte au début, elles ne sont plus que 6 aujourd'hui, à la suite de «*pressions d'intimidation inadmissibles*». Ces 6 directrices verront leur salaire amputé d'un trentième du traitement mensuel par jour depuis le 24 septembre !

Même sanctions à Orléans : l'Inspection Académique a décidé de suspendre le salaire de 45 directrices d'écoles maternelles du Loiret. Il leur est reproché d'avoir limité à 35 élèves — ce qui est la norme — le nombre d'enfants admis en classe.

Les instituteurs du Var, déjà en lutte contre l'Académie pour un problème de créations de postes, seront en grève le 12 octobre.

## ● Alençon : Actions contre la suppression d'une classe

Comme une centaine d'autres institutrices en France, Françoise Fontaine, d'Alençon (Orne) est menacée de retraits sur son salaire, pour avoir, avec les parents d'élèves, mené la lutte contre la suppression de sa classe. L'histoire de cette suppression est tortueuse : elle illustre la politique de l'administration qui, pour une classe ouverte, en ferme une autre par compensation...

A Saint-Victor, près de Mortagne, pas de classe à la rentrée, car il n'y a que huit élèves inscrits (au lieu de neuf selon la grille Guichard). Après une occupation par les parents et trois nouvelles inscriptions, une classe est ouverte. Aussitôt, l'Inspecteur d'Académie décide d'en fermer une autre. Il choisit la maternelle de Courteille, quartier populaire d'Alençon. Avec 199 élèves, elle a la «chance» d'avoir une moyenne de 27 élèves par classe. La grille Guichard, en prévoyant 35, une institutrice, Françoise Fontaine, dernière arrivée mais aussi responsable départementale du SGEN-CFDT, est déplacée dans une autre école de la ville, ce qui porte la moyenne des classes de Courteille à 33. Les parents ripostent aussitôt en occupant quotidiennement sa classe. L'institutrice est accusée par l'Inspecteur de «complicité» et menacée de licenciement. Le 11 octobre, nouvelle occupation, cette fois dans le nouveau poste de Françoise Fontaine. Le 12, une manifestation va à l'inspection académique. Des instituteurs de la région font signer des motions de soutien par les conseils d'école. Et cette semaine, une grève de tous les enseignants d'Alençon est envisagée à l'appel du SGEN-CFDT et du SNES ; le SNI et la fédération départementale Cornec trouvent, quant à eux, que l'action de Courteille ne se justifie pas puisqu'*«il y a d'autres classes dans une situation plus grave»*.

## ● Ceinture de sécurité et feux de croisement obligatoires en ville

Le port de la ceinture de sécurité, en ville comme sur route, de jour comme de nuit, théoriquement obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> octobre, va désormais être sanctionnée, en cas d'oubli, par des amendes de 40 à 80 F. Sont exemptés les véhicules immatriculés avant le 1<sup>er</sup> septembre 1967, les taxis, les flics, les pompiers, les ambulances, les chauffeurs-livreurs faisant du porte-à-porte, les véhicules publics effectuant des arrêts fréquents, enfin les chauffeurs ayant une contre-indication médicale ou «*ceux dont la taille manifestement inadaptée*».

Les automobilistes devront désormais de nuit, circuler en ville en feux de croisement (codes) et ne plus se contenter des feux de position. L'usage des codes en ville était jusqu'à présent interdit à Paris.

## ● Manifestants en flagrant délit

Trois personnes interpellées au cimetière du Père Lachaise après les obsèques de Goldman devaient comparaître ce lundi devant la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Ils sont accusés de «violences à agent» et de «port d'armes par destination» (les armes en question sont les pavés qu'ils auraient lancés sur les forces de l'ordre à l'issue des obsèques, qui se sont terminées par quelques accrochages). Ils nient les faits, et de nombreux témoignages contredisent ceux des policiers.

Un comité de physiciens, «*riche de l'expérience acquise au cours de l'action qu'il a menée pour défendre les jeunes condamnés du 23 mars*» rappelle que les jeunes gens interpellés «*ont été brutalisés sur les lieux d'une manière révoltante devant les gens du quartier, passés à tabac de nouveau au commissariat. Ils sont inculpés sur la base unique des témoignages dont l'affaire du 23 mars a montré qu'ils pouvaient être fragiles, inconsistants, incohérents*».